

prêts, \$6,742,511; autres soldes, \$19,091,024; obligations et actions, \$221,718; immeubles, \$67,895; encaisse, \$607,019; autre actif, \$591,550. Leur passif est de \$27,321,718, soit: argent emprunté, \$19,007,830; actions payées et capital de sociétariat, \$3,570,081. Les prêts consentis durant l'année, au nombre de 64,971, totalisent \$13,549,304 (moyenne de \$209 par prêt). A la fin de l'année, il y a 46,328 prêts en cours au montant de \$6,742,511. Soixante pour cent des prêts consentis varient de \$100 à \$300 et 12 p. 100, de \$400 à \$500.

### Section 3.—Ventes d'obligations canadiennes\*

Des éditions antérieures de l'*Annuaire* ont fait l'exposé des ventes d'obligations canadiennes au cours des deux guerres mondiales et des années d'après-guerre jusqu'à la fin des opérations financières en 1949. L'*Annuaire* de 1950 a présenté aux pp. 1143-1149 un exposé détaillé intitulé: *La souscription et la répartition des placements et le marché des capitaux*. La présente édition porte jusqu'à la fin de 1951 les tableaux concernant les ventes et souscriptions d'obligations du gouvernement canadien et les ventes d'obligations canadiennes, par catégorie d'obligations et pays de vente, et relève les événements marquants du marché canadien des obligations au cours de l'année.

Les obligations offertes au public en 1951 se chiffrent par \$1,617,768,837, contre \$3,153,440,453 en 1950. Le total de 1951 ne comprend que les ventes de l'emprunt d'épargne du Canada, série n° 6, jusqu'au 31 mars 1952, tandis que celui des émissions antérieures comprend toutes les ventes des émissions d'emprunt d'épargne jusqu'à leur date de fermeture les années suivantes (voir tableau 5). Lorsque les chiffres complets de l'emprunt d'épargne du Canada de 1951 seront connus, le montant global des obligations émises cette année-là sera toutefois bien inférieur au total de 1950.

Il s'est produit en 1951 non seulement une réduction marquée du total des ventes d'obligations mais également d'importantes variations dans le niveau des prix des valeurs du gouvernement canadien, des municipalités et des sociétés. Au début de mars, les mesures anti-inflationnistes du gouvernement concernant le crédit ont causé un fléchissement marqué et les prix du marché étant plus bas, le rendement des obligations a commencé à augmenter. A la fin de l'année, les obligations à long terme du gouvernement du Canada donnaient un rendement de près de 3.40 p. 100, ce qui représentait une augmentation de plus de deux cinquièmes d'un pour cent au cours de l'année. En outre, les nouvelles émissions d'obligations des gouvernements et des sociétés offraient un intérêt sensiblement plus élevé, tandis que les autres catégories d'obligations subissaient des variations jusqu'à concurrence d'un p. 100 dans le cas de celles des municipalités.

Tandis que le total des ventes d'obligations canadiennes diminuait en 1951, celui des obligations vendues aux États-Unis continuait à augmenter. L'évolution du marché des États-Unis accuse une tendance marquée à la hausse depuis 1947 alors que le marché canadien des obligations absorbait presque toutes les nouvelles émissions d'obligations. Ainsi, le total des émissions canadiennes vendues aux États-Unis était de \$88,311,000 en 1947, de 150 millions en 1948, de 140 millions en 1949, de 172 millions en 1950 et de \$384,023,000 en 1951. Sur le total de 1951, \$253,015,000 étaient des émissions provinciales, \$73,508,000, des émissions municipales et \$57,500,000 représentaient des emprunts des sociétés.

\* Rédigé par E. C. Gould, rédacteur financier au *Monetary Times*.